

Avenant n°8
à la Convention Constitutive
du Groupement de
Coopération Sanitaire
Réseau OncoCentre

Vu la convention constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire du Réseau OncoCentre,

Vu l'arrêté n°010-OSMS-0156 du 21 Septembre 2010 portant approbation de la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°011-OSMS-0008 du 18 Janvier 2011 portant approbation de l'avenant n°1 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°011-OSMS-0062 du 4 Avril 2011 portant approbation de l'avenant n°2 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°2012-OSMS-0074 du 12 Octobre 2012 portant approbation de l'avenant n°3 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°2012-OSMS-0164 du 11 Décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°4 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°2013-OSMS-192 du 20 Décembre 2013 portant approbation de l'avenant n°5 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°2014-OSMS-63 du 27 Mai 2014 portant approbation de l'avenant n°6 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu l'arrêté n°2017-OS-0020 du 27 Mars 2017 portant approbation de l'avenant n°7 à la Convention Constitutive du Groupement de Coopération Sanitaire « Réseau OncoCentre »,

Vu le décret n°2017-631 du 25 Avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire,

Il est convenu entre :

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS RÉGIONAUX DE SANTÉ

Le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Tours, dont le siège est situé 2, boulevard Tonnellé 37044 TOURS Cedex 9, représenté par son Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 1^{er} juin 2010 ;

Le Centre Hospitalier Régional d'Orléans, dont le siège est situé 1 rue Porte Madeleine, BP 2439, 45032 ORLÉANS Cedex 1, représenté par son Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 23 avril 2010 ;

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ

Le Centre Hospitalier Jacques Coeur, dont le siège est situé 145, avenue François Mitterrand 18020 BOURGES Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 27 avril 2010 ;

Le Centre Hospitalier de Chartres, dont le siège est situé 34 rue du Docteur Maunoury, 28018 CHARTRES Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Directoire en date du 22 Juin 2010 ;

Le Centre Hospitalier de Dreux, dont le siège est situé 44 avenue du Président Kennedy, 28102 Dreux, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Directoire en date du 19 Octobre 2010 ;

Le Centre Hospitalier de Châteauroux, dont le siège est situé 216 avenue de Verdun – BP 585 36019 CHATEAUROUX Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Directoire en date du 8 Juillet 2010 ;

Le Centre Hospitalier de Blois, dont le siège est situé mail Pierre Charlot 41016 BLOIS Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 30 avril 2010 ;

Le Centre Hospitalier de Romorantin-Lanthenay, dont le siège est situé 96 rue des Capucins, BP 148 41206 ROMORANTIN-LANTHENAY Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilitée à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du 20 Mai 2010 ;

Le Centre Hospitalier de l'Agglomération Montargoise, dont le siège est situé 658, rue des Bourgoins, BP 725, 45207 MONTARGIS Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision en date du 23 juin 2010 ;

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DE SANTÉ

La Clinique Guillaume de Varye, dont le siège est situé 210, route de Vouzeron 18230 SAINT-DOULCHARD, représentée par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 29 avril 2010 ;

La Clinique des Grainetières, dont le siège est situé Place de Juillet – BP 183 – 18206 SAINT AMAND MONTROND, représenté par son Président Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Président en date du 23 Août 2010 ;

La Clinique Notre Dame de Bon Secours, dont le siège est situé 9 bis rue de la Croix Jumelin – 28000 CHARTRES, représenté par son Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du 31 Mars 2010 ;

La Nouvelle Clinique Saint François, dont le siège est situé 2 rue Roland Buthier – BP 71010 – 28301 MAINVILLIERS Cedex, représenté par son Directeur en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Directeur en date du 20 Septembre 2010 ;

La Clinique Saint François, dont le siège est situé 22, avenue Marcel Lemoine 36000 CHATEAUROUX, représentée par son Président Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 12 mai 2010 ;

La Nouvelle Clinique de Tours Plus – St Gatien Alliance, dont le siège est situé 8 Place de la Cathédrale, 37000 TOURS, représentée par le Président du Directoire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 12 mai 2010 ;

Le Pôle Santé Léonard de Vinci, dont le siège est situé 1, avenue du Professeur Minkowski 37170 CHAMBRAY-LÈS-TOURS, représenté par le Président du Directoire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Directoire en date du 15 avril 2010 ;

La Clinique Jeanne d'Arc, dont le siège est situé route de Tours 37500 SAINT-BENOIT-LA-FORET, représentée par son Président Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 28 avril 2010 ;

La Polyclinique de Blois, dont le siège est situé 1, rue Robert Debré 41260 LA CHAUSSEE-SAINT-VICTOR, représentée par son Président Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 17 mai 2010 ;

La Clinique du Saint Cœur, dont le siège est situé 10 bis, rue Honoré de Balzac 41100 VENDÔME, représentée par son Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 28 juin 2010 ;

La Polyclinique Jeanne d'Arc, dont le siège est situé 2 ter avenue Jean Villejean, 45500 GIEN, représenté par son Président du Conseil d'Administration en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du 10 Janvier 2011 ;

La Polyclinique des Longues Allées/Pôle Santé Oréliance, dont le siège est situé 553 avenue Jacqueline Auriol 45770 SARAN, représentée par le Président du Directoire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Directoire en date du 20 avril 2010 ;

La Clinique de l'Archette, dont le siège est situé 83 rue Jacques Monod – Quartier du Larry – BP 109 – 45161 OLIVET Cedex, représenté par son Président Directeur Général en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du 22 Juin 2010 ;

CENTRES DE RADIOTHÉRAPIE ET D'ONCOLOGIE MÉDICALE

Le Centre de Radiothérapie et d'Oncologie Médicale St Jean, dont le siège est situé 210 route de Vouzeron – 18230 SAINT DOULCHARD, représenté par ses associés en exercice, dûment habilités à l'effet des présentes par décision des Associés en date du 14 Septembre 2010 ;

Le service d'Onco-radiothérapie du site de Chartres dit COREL, de la SCM Jupiter/Pluton dont le siège est situé 18 rue Victor Hugo, 72015 LE MANS Cedex 2, représenté par son Gérant en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de la réunion des associés en date du 6 mai 2010 ;

Le Centre d'Oncologie et de Radiothérapie Pôle Santé Tours Sud, dont le siège est situé 11 avenue du Professeur Minkowski – 37175 CHAMBRAY LES TOURS Cedex, représenté par son co-gérant en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Conseil d'Administration en date du 17 Mai 2010 ;

Le Centre de Radiothérapie et de Cancérologie, dont le siège est situé rue de l'Octroi – 41260 LA CHAUSSEE ST VICTOR, représenté par ses associés en exercice, dûment habilités à l'effet des présentes par décision des Associés en date du 11 Octobre 2010 ;

Le Centre Orléanais de Radiothérapie et d'Oncologie Médicale (COROM), dont le siège est situé 757 avenue Jacqueline Auriol, 45770 SARAN, représenté par le Président du Directoire en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Directoire en date du 20 avril 2010 ;

Le Centre de Radiothérapie et d'Oncologie, dont le siège est situé 658 rue des Bourgoins – 45200 AMILLY, représenté par son gérant en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par décision des associés en date du 25 Octobre 2010 ;

RÉSEAUX TERRITORIAUX DE CANCÉROLOGIE (Associations Loi 1901)

Le Réseau Onco28, dont le siège est situé 5 boulevard Chasles – 28000 CHARTRES, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée Générale en date du 22 Juin 2010 ;

Le Réseau OncoBerry, dont le siège est situé 216 avenue de Verdun, 36000 CHATEAUROUX, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 4 mai 2010 ;

Le Réseau Oncologie 37, dont le siège est situé Pôle Santé Léonard de Vinci – 11 avenue du Professeur Minkowski, 37175 CHAMBRAY LES TOURS Cedex, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 20 Avril 2010 ;

Le Réseau Onco41, dont le siège est situé rue de l'Octroi – 41260 LA CHAUSSEE ST VICTOR, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée Générale en date du 16 Novembre 2010 ;

Le Réseau OncoLoiret, dont le siège est situé 15 avenue Alain Savary – 45000 ORLEANS, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 12 Novembre 2010 ;

ASSOCIATIONS REPRÉSENTANTS D'USAGERS

Le Comité Départemental du Cher de la Ligue contre le cancer, dont le siège est situé Le Balzac – 50-52 avenue Jean Jaurès – BP 404 – 18007 BOURGES Cedex, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 25 Juin 2010 ;

Le Comité Départemental de l'Eure et Loir de la Ligue contre le cancer, dont le siège est situé 7 rue Gabriel Péri – 28000 CHARTRES, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 6 Mai 2010 ;

Le Comité Départemental de l'Indre de la Ligue contre le cancer, dont le siège est situé 96, rue Grande 36000 CHATEAUROUX, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 17 Juin 2010.

Le Comité Départemental de l'Indre et Loire de la Ligue contre le cancer, dont le siège est situé 2 bis Boulevard Tonnellé – 37044 TOURS Cedex 9, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 14 Septembre 2010 ;

Le Comité Départemental du Loir et Cher de la Ligue contre le cancer, dont le siège est situé 18 rue Roland Dorgelès – 41000 BLOIS, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 19 Avril 2010 ;

Le Comité Départemental du Loiret de la Ligue contre le cancer, dont le siège est situé 44 avenue Dauphine, 45100 ORLEANS, représenté par son Président en exercice, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil d'Administration en date du 6 Décembre 2012 ;

Objet de l'avenant :

Cet avenant est pris en application des décisions du GCS réuni en Assemblée Générale le 28 Mars 2019.

Il a pour objet d'apporter des modifications à la convention constitutive du GCS du Réseau OncoCentre afin de mettre en application les modifications introduites par le décret n°2017-631 du 25 avril 2017 relatif à la constitution et au fonctionnement des groupements de coopération sanitaire.

Article 1

L'article 13-4 – Missions de l'Assemblée Générale est modifié comme suit :

L'assemblée générale délibère sur le fonctionnement du GCS et notamment sur :

1. Le budget prévisionnel, ;
2. le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;
3. l'approbation des comptes de chaque exercice, et l'affectation des résultats ;
4. la nomination et la révocation de l'administrateur et de son suppléant ;
5. toute modification de la convention constitutive du groupement ;
6. l'admission de nouveaux membres ;
7. le retrait d'un membre ;
8. l'exclusion d'un membre ;
9. l'approbation de la convention constitutive et de la charte du réseau ainsi que les documents d'information et plus généralement le règlement intérieur relatif au fonctionnement du groupement;
10. les conditions dans lesquelles peuvent être attribuées à l'administrateur les indemnités de mission définies à l'article R.6133-29 du code de la santé publique ;
11. l'adhésion à une structure de coopération mentionnée à l'article L.6134-1 du code de la santé publique ou le retrait de l'une d'elle ;
12. les modalités selon lesquelles chacun des membres s'engage à communiquer aux autres toutes les informations nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement ;
13. le transfert du siège social ;
14. la dissolution du groupement ainsi que les mesures nécessaires à sa dissolution,
15. le rapport d'activité annuel ainsi que les comptes financiers transmis au directeur général de l'agence régionale de santé.

Les 2 derniers alinéas ne sont pas modifiés.

Article 2

L'article 14 – L'Administrateur est modifié comme suit :

Le groupement est administré par un administrateur élu en son sein par l'assemblée générale pour une durée de trois ans renouvelable. Il est révocable à tout moment par l'assemblée générale devant qui il rend compte de sa gestion.

Le mandat d'administrateur est exercé gratuitement. Toutefois, des indemnités de mission peuvent lui être attribuées dans les conditions déterminées par l'assemblée générale. Lorsque l'administrateur exerce une activité libérale, l'assemblée peut en outre lui allouer une indemnité forfaitaire pour tenir compte de la réduction d'activité professionnelle justifiée par l'exercice de son mandat.

L'administrateur prépare et exécute les décisions de l'assemblée générale. Il représente le groupement dans tous les actes de la vie civile et en justice. Dans les rapports avec les tiers, il engage le groupement pour tout acte entrant dans l'objet de ce dernier.

Il assure l'exécution du budget adopté par l'assemblée générale. Il peut recevoir, par délégation expresse de l'assemblée des membres, toute mission spécifique.

Il est assisté d'un bureau dont la composition et l'organisation sont fixées par le règlement intérieur. Le Président du conseil scientifique et le coordinateur médical siègent de droit au bureau.

Un suppléant, élu dans les mêmes conditions que l'administrateur, remplace ce dernier dans toutes ses fonctions lorsque l'administrateur ne peut pas les assurer et le cas échéant jusqu'à la désignation d'un nouvel administrateur par l'Assemblée Générale dans les conditions prévues au présent article.

Article 3

L'article 17 – Dissolution est modifié comme suit :

Le groupement est dissous si, du fait du retrait ou de l'exclusion de plusieurs de ses membres, il ne compte plus qu'un seul membre.

Il peut également être dissous par décision de l'assemblée générale, notamment du fait de la réalisation ou de l'extinction de son objet, ou en l'absence de financement.

La dissolution du groupement est notifiée au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé du Centre dans un délai de quinze jours. Celui-ci en assure la publicité dans les formes prévues à l'article R.6133-11 du code de la santé publique.

Le groupement peut être dissous par décision motivée du directeur général de l'agence régionale de santé. Lorsqu'il est constaté une extinction de l'objet du groupement, une absence de réunion de l'assemblée générale depuis trois exercices comptables ou un manquement grave ou réitéré aux dispositions légales et réglementaires auxquelles il est soumis, le directeur général de l'agence régionale de santé notifie ce constat au groupement et lui demande de faire connaître, dans un délai d'un mois, ses observations ainsi que les mesures correctrices adoptées ou envisagées.

En l'absence de réponse à l'issue du délai ou si cette réponse est insuffisante, le directeur général de l'agence régionale de santé adresse au groupement une injonction de prendre toutes dispositions nécessaires, assortie d'une mise en demeure de remédier aux manquements dans un délai déterminé.

Lorsque les mesures correctrices nécessaires relèvent de la compétence de l'assemblée générale, l'administrateur du groupement convoque cette dernière et peut alors demander au directeur général de l'agence régionale de santé un délai supplémentaire pour remédier aux manquements.

S'il est constaté, au terme de ce délai, qu'il n'a pas été satisfait à la mise en demeure, le directeur général de l'agence régionale de santé prononce, sous réserve des dispositions du troisième alinéa de l'article L. 6147-9, la dissolution du groupement.

La décision de dissolution du groupement prise par le directeur général de l'agence régionale de santé est motivée et notifiée au groupement et à ses membres. Cette décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la région dans les conditions de forme prévues au troisième alinéa de l'article R. 6133-1-1.

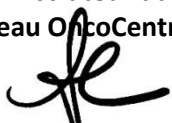
Les membres restent tenus des engagements conclus par le groupement jusqu'à dissolution du groupement de coopération sanitaire.

Article 4

Les autres dispositions de la convention constitutive restent inchangées.

Fait à Tours,
Le 26 avril 2019

L'Administrateur du GCS
Réseau OncoCentre,



Arnaud CHAZAL